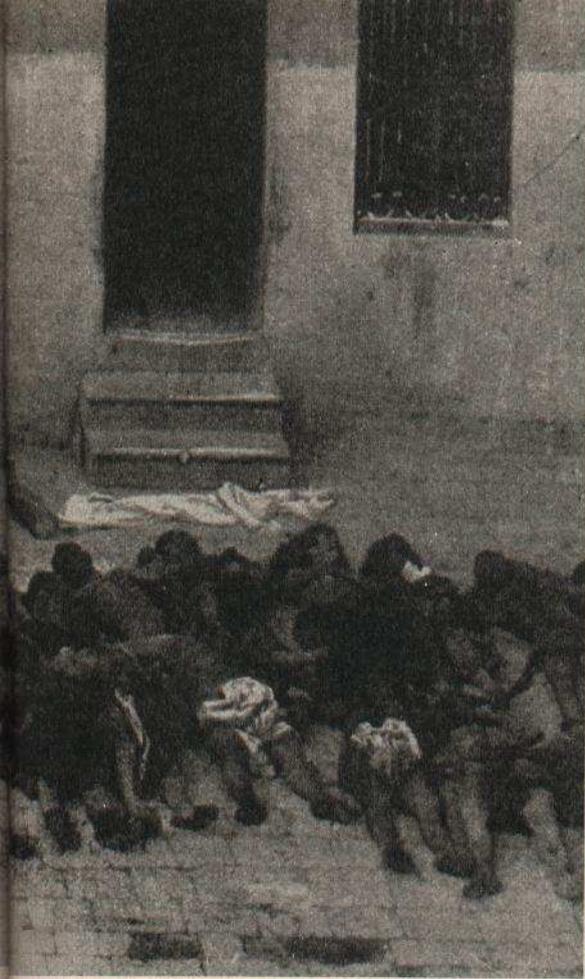




© Collection Viollet

DEUX MILLIONS D'ARMÉNIENS MASSACRES



Ce génocide
de tout un peuple
servit de modèle
à Hitler

© A.F.P.



A la veille de la Première guerre mondiale, le peuple arménien dépassait les deux millions. Dix ans plus tard, il atteignait à peine les soixante mille. Que s'était-il passé entre-temps, qu'étaient devenus tous ces Arméniens ? Simplement, ils avaient été exterminés. Le peuple arménien presque tout entier avait été la victime de l'un des plus effroyables génocides que l'histoire ait connus.

Qui voulut, ordonna et exécuta ce génocide, on le sait : les Turcs. Mais ceux-ci furent-ils les seuls responsables de ce crime, c'est moins certain. Si elles l'avaient vraiment voulu, les grandes puissances de l'époque auraient sans doute pu l'empêcher, mais, tout en criant bien haut leur indignation et leur réprobation, elles ont laissé faire. Le monde entier s'est apitoyé sur les Arméniens, peuple martyr (et le XX^e siècle allait en connaître bien d'autres), mais personne n'est venu à leur secours.

L'histoire de cet assassinat d'un peuple, un livre le raconte enfin, celui de Jean-Marie Carzou : *Arménie 1915, un génocide exemplaire* (1). Pourquoi exemplaire ? Sans doute à cause de la perfection de son exécution, et aussi parce qu'il a servi de référence et d'exemple. En 1939, à la veille d'envahir la Pologne, Hitler disait à son état-major : « J'ai donné l'ordre à des unités spé-

Trois cents ans d'esclavage avant le génocide

ciales de S.S. de se rendre sur le front polonais et de tuer sans pitié hommes, femmes et enfants. Qui donc parle encore aujourd'hui de l'extermination des Arméniens ? »

Qui donc, en effet, lorsque les Turcs eux-mêmes sont les premiers à s'en défendre : « Nous accuser d'un tel crime, répondent-ils, c'est pure calomnie. Il n'y a jamais eu de génocide des Arméniens, au plus, on peut parler d'abus regret-

(1) Flammarion, 1975.

tables... » Et le ton est si sincère que certains avaient fini par les croire. Heureusement, le livre de Jean-Marie Carzou est là, avec preuves et documents à l'appui, pour nous ramener à la réalité.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il est nécessaire de remonter en arrière, de raconter brièvement la longue histoire des Arméniens. Ils apparaissent vers le VII^e siècle avant J.-C., sur les vestiges de l'ancien royaume d'Ourartou, au pied du mont Ararat, sur lequel s'est échouée l'arche de Noé. Ils ont, à la fois, bien et mal choisi leur nouvelle patrie. Située au cœur du Caucase, elle est riche en terres fécondes, malheureusement, c'est aussi un lieu de passage, un carrefour où les grands viennent s'affronter. Mais, lorsque les Arméniens s'en aperçoivent, il est déjà trop tard. Leur destin est à jamais lié à ce pays qui ne leur apportera que du malheur malgré tout l'amour qu'ils ne cesseront de lui donner.

Toujours pris entre deux feux, ils seront successivement envahis et occupés par les Perses, les Séleucides, les Romains, les Parthes, puis les Sassanides. A partir du VII^e siècle, viendront les Arabes. Enfin, ce sera le déferlement des tribus nomades d'Asie centrale, les Mongols, les Turcomans, les Kurdes.

Entre-temps, la civilisation arménienne, malgré tant de vicissitudes, s'est développée, est devenue originale. Tout de suite chrétiens, les Arméniens ont construit à Etchmiadzine l'une des premières cathédrales. En 406, un moine, Mesrop Machtots, a mis au point la langue et l'alphabet arméniens.

Au XI^e siècle, les premiers liens sont noués avec l'Occident. Ce sont, bien entendu, des liens religieux. Tout naturellement, le petit royaume apportera son soutien aux Croisades, mais il refusera toujours de se soumettre à la volonté de Rome.

Sans le savoir, l'Arménie est en train de vivre ses rares derniers instants de liberté. Les Turcs occupent peu à peu tout le terrain. Au XV^e siècle, ils envahissent le petit royaume et l'annexent. Désormais, il n'y aura plus d'Arménie, seulement un peuple arménien, une petite ethnie chrétienne et sans défense au milieu d'un immense Empire musulman tout puissant.

Une longue période d'esclavage commence, elle va durer trois cents ans ; trois cents ans pendant lesquels la situation des Arméniens va être remarquablement stable. La raison en est simple : l'organisation de l'Empire ottoman est fondée

sur une distinction fondamentale entre croyants et non-croyants. Les non-croyants, autrement dit les chrétiens, sont des *rayas*, des esclaves, mais ils sont tolérés, et surtout ils peuvent conserver leur religion, leur langue, leurs coutumes, bref, leur identité. Cette situation, ils la doivent à la tradition islamique elle-même. En effet, un verset du Coran dit : « Personne ne sera forcé de suivre la religion du Prophète. » Certes, ce conseil ne sera pas toujours suivi. Il le sera tant que l'Empire ottoman sera assez puissant pour ne rien craindre de ces minorités dont il tire au contraire un grand profit. Pen-

l'état d'esprit de l'Europe. De nombreux peuples en profitèrent pour essayer de retrouver leur indépendance. Les premiers à se libérer du joug turc furent les Serbes, en 1812. Ils furent bientôt suivis par les Grecs. Après quoi, le Montenegro, la Bulgarie, la Roumanie, le Liban, la Macédoine, l'Albanie commencèrent à s'agiter. Pour les Arméniens, la tentation d'en faire autant était grande. Mais comment ? Leur pays n'était pas comme les autres en bordure de l'Empire ottoman, il en était presque le cœur. C'est alors qu'intervient un événement qui va peser lourd sur la vie des Arméniens. En 1828,

Les autorités turques avaient droit de vie ou de mort sur eux

dant trois siècles, tous les sultans poursuivront vis-à-vis d'elles la politique instaurée depuis 1453 par Mahomet II, lorsque ce dernier conclut le pacte de l'*aman*. Ce pacte impliquait l'octroi de la protection en échange de la soumission et du paiement de l'impôt.

Toutefois, une partie de l'élite chrétienne, grecque aussi bien qu'arménienne, préféra l'intégration. Elle se convertit à la religion de ses nouveaux maîtres et fournit bientôt au sultan de nombreux pachas et vizirs très appréciés.

L'autre partie, celle qui préféra demeurer chrétienne, parvint elle aussi à une certaine réussite sociale. Elle s'installa à Constantinople et donna des banquiers, des juristes et des commerçants, créant ainsi une bourgeoisie riche et cultivée, pas totalement dénuée d'influence.

Toutefois, on s'en doute, pour la grande majorité des Arméniens, la vie n'était pas rose. Minoritaires, sans droits, sans défense, obligés de payer des impôts trop souvent excessifs, ils dépendaient entièrement des autorités turques, qui avaient droit de vie et de mort sur eux.

Cet état de fait dura aussi longtemps que la prospérité de la Sublime Porte. Tout se transforma brusquement lorsque naquit ce qu'on a appelé la *question d'Orient*. La Révolution française, puis les armées de Napoléon avaient changé

le traité de Turkmentchaï met fin à la guerre entre la Perse et la Russie victorieuse. Cette dernière annexe les provinces d'Erivan et de Nakhitchevan, autrement dit une partie de l'Arménie historique devient russe. Ce changement de maître commence par ravir les Arméniens, car la Russie est chrétienne, et ils ont tout lieu de croire qu'ils ne seront plus considérés comme des *rayas*. Les Arméniens de Turquie ont suivi ces événements avec beaucoup d'intérêt, et non sans un peu de jalousie. Eux aussi ne demanderaient pas mieux que de changer de maître. Or, ce désir est si voyant qu'il finit par inquiéter le sultan et par donner à penser aux Russes. En 1877, le tsar déclare la guerre à la Turquie sous le prétexte de venir en aide aux communautés chrétiennes asservies. Les Russes l'emportent et obtiennent le contrôle d'une nouvelle partie du territoire arménien.

Les visées expansionistes de la Russie ne plaisent pas, comme on s'en doute, à tout le monde, notamment aux Anglais et aux Allemands. Aussi, les grandes puissances décident-elles de régler, entre elles, la question d'Orient. Le 13 juin 1878 s'ouvre le Congrès de Berlin, qui met l'Empire ottoman sur la sellette.

Le sultan, Abd-ul-Hamid, diplomate retors et adroit, et aussi sans scrupules, s'en tire plutôt

à son avantage, en partie grâce à la complicité des Anglais. En échange de l'abandon de Chypre, il se retrouve libre de toute autre obligation. Certes, il a signé le traité de Berlin, dont l'article 61 assure que le sultan s'engage « à faire les réformes nécessaires ayant trait à la bonne administration et à la protection des sujets chrétiens et autres de la Sublime Porte », mais personne, sauf les Arméniens, ne pense qu'il tiendra ses promesses.

L'erreur de jugement des Arméniens est profonde. Croyant à la bonne volonté d'Abd-ul-Hamid, ils étalent au grand jour leurs revendications. Ce qu'ils demandent paraît au premier abord raisonnable : ils ne réclament ni l'indépendance, encore moins leur rattachement à la Russie, ils revendiquent seulement l'autonomie et des réformes.

Mais, la seule idée d'autonomie hérissé le gouvernement turc, pour qui elle n'est que le premier pas vers l'indépendance. D'autre part, comme le remarque justement Jean-Marie Carzou : « Après toutes les mutilations qu'a subies leur territoire et se voyant toujours l'objet des convoitises les plus féroces, comment ces gouvernants turcs n'en viendraient-ils pas à une haine inquiète et violente envers ces populations à cause desquelles leurs adversaires européens veulent leur imposer un système de réformes administratives qui, outre l'ingérence qu'il implique dans leurs affaires intérieures, ne peut pas ne pas leur apparaître comme l'annonce évidente d'une nouvelle mutilation ? »

La question arménienne est donc pour les Turcs une question vitale. Ils peuvent sans trop de danger perdre une partie de leur empire lointain, comme la Crète, l'Albanie ou le Liban, mais perdre l'Arménie équivaudrait à un suicide. Toute leur politique va donc tendre désormais à résoudre cette question à leur avantage, et surtout à tenter de trouver une solution qui soit *définitive*.

En vérité, le temps ne joue pas en faveur des Arméniens. Leurs revendications arrivent trop tard. En cette fin du XIX^e siècle, toutes les puissances européennes désirent avant tout éviter la contagion des nationalismes locaux. A cet effet, il existe entre elles une sorte d'accord tacite, dont la Turquie va, elle aussi, bénéficier au détriment des Arméniens. La Russie elle-même tient au *statu quo*. Elle ne veut absolument pas que les Arméniens de Turquie deviennent indépendants, car les siens risqueraient alors de réclamer également la leur.

Pendant quelques années rien ne bouge. Le gouvernement turc ne fait aucune réforme, les populations chrétiennes se tiennent tranquilles, l'Europe ne s'intéresse plus au sort des Arméniens.

Ceux-ci décident qu'il est temps qu'on reparle d'eux et que l'opinion publique oblige le sultan à tenir ses engagements. Pour plus d'efficacité, trois hommes, Mikaelian, Zavarian et Zorian créent la *Fédération révolutionnaire arménienne*, la F.R.A., destinée selon eux à unifier les aspirations de leur peuple. Mais, aux écrits, vient bientôt s'ajouter l'action révolutionnaire directe. Et, dans certaines régions d'Anatolie ou de Cilicie, s'instaure une véritable guérilla.

Cette rébellion armée n'a rien de bien sérieux, et surtout elle ne peut rien contre l'armée turque encore très puissante, mais elle donne au sultan le prétexte qu'il attendait pour agir. Sans tarder, il saute sur cette occasion inespérée pour décapiter pour longtemps la résistance arménienne. Il donne l'ordre à son armée de mater durement la rébellion. L'armée ne se le fait pas dire deux fois. Pendant deux ans de 1894 à 1896, vont se produire les premiers grands massacres arméniens. Incendie et pillage des villages, tuerie organisée de leurs habitants, non seulement les hommes, mais les femmes et les enfants. Le résultat se chiffre par un nombre impressionnant de victimes : entre 200 000 et 300 000, on ignore le chiffre exact.

Bien sûr, les bruits du massacre ont franchi les frontières. Les Puissances, sous la houlette de l'Angleterre, sont obligées d'intervenir, bien qu'avec réticence, ce qui permet à Abd-ul-Hamid de ruser et de gagner du temps, sans mettre fin pour autant à la tuerie.

Puis, tout aussi brusquement, la question arménienne sort à nouveau de l'actualité. On ne parlera presque plus d'elle jusqu'en 1908. Si on recommence à en parler, c'est à cause du sultan. Malgré l'absence de réaction des Puissances vis-à-vis de ses crimes, sa réputation et son prestige en ont pris un coup très rude. On ne l'appelle plus que le « Sultan rouge ». En même temps, il est de plus en plus contesté chez lui. Là, on ne lui reproche pas sa cruauté mais plutôt son manque d'énergie et sa soumission vis-à-vis de l'Occident. Obscurément, la Turquie se cherche déjà un « sauveur ».

Ce sont de jeunes officiers ultra-nationalistes qui vont prendre l'initiative d'une sorte de coup d'Etat. Celui-ci va se passer en deux temps. Ça commence par un putsch militaire à Salonique.

Là, quelques jeunes officiers, dont les plus durs sont Enver et Niazi, demandent le rétablissement de la Constitution de 1876. Pour se donner du temps, Abd-ul-Hamid cède. Aussitôt les jeunes officiers putschistes, qu'on appelle déjà les « Jeunes Turcs », se rendent à Constantinople, où ils sont immédiatement rejoints par tous les exilés politiques.

Parmi ceux-ci se trouvent bien entendu de nombreux Arméniens, tous membres de la F.R.A. A tort, comme on verra bientôt, ils espèrent beaucoup du nouveau régime, et surtout des « Jeunes Turcs » qui se disent réformistes. Ils sont certains qu'une fois Abd-ul-Hamid renversé, tout ira bien pour eux.

Mais ce dernier n'entend pas se laisser faire. Il tente une contre-révolution, sans succès. Cette fois, il est destitué. Son frère cadet lui succède. Le pouvoir appartient désormais tout entier aux officiers putschistes.

La chute du tyran déclenche une explosion de joie, aussi bien chez les Turcs que chez les

que l'ancien tendait à perpétuer pour conserver son existence. » On le voit, les membres de la F.R.A. cherchent seulement à assurer l'avenir du peuple arménien *dans le cadre* de l'Etat turc.

Mais les Jeunes Turcs sont loin de penser de cette façon. L'idée même de Fédération leur fait horreur. S'ils ont pris le pouvoir, c'est pour sauver ce qui reste de l'Empire. Leur premier objectif est de « turquifier » au maximum l'ensemble de la population. Pour eux, le salut de la Turquie en dépend. Aussi, leurs premières décisions vont toutes dans ce sens : elles accentuent la centralisation du pouvoir, elles limitent les prérogatives des communautés nationales, elles interdisent même à toutes les associations de porter le nom de l'ethnie qui les a créées.

D'autre part, le comportement des grandes puissances n'arrange pas les choses. Dès 1908, certaines d'entre elles, profitant de la confusion qui régnaient à Constantinople, ont relancé leur politique d'expansion. Coup sur coup, on a vu

Pendant deux ans se produisent les premiers massacres.

Les victimes: 200 000? 300 000?

Arméniens, et pour la première fois les deux communautés se mêlent pour applaudir le nouveau régime. Hélas ! cette fraternisation ne sera qu'un feu de paille.

La position et les revendications des leaders de la F.R.A. sont claires : « Notre but, disent-ils, c'est l'affranchissement politique et économique de l'Arménie turque par une vaste insurrection révolutionnaire. Nous ne poursuivons pas la chimère de la résurrection de l'antique Arménie politique, mais nous voulons les mêmes libertés et les mêmes droits pour toutes les populations de notre pays dans une Fédération libre et égalitaire. Nous espérons qu'un régime politique meilleur peut seul éliminer ces antagonismes inhérents de culture, de races et de religions,

l'Autriche-Hongrie annexer la Bosnie-Herzégovine, avec la complicité de l'Allemagne, ensuite la Bulgarie proclamer son indépendance, enfin, l'Italie revendiquer la Libye (alors Tripolitaine), occuper Rhodes et les îles voisines. En 1912, les Jeunes Turcs se trouvent donc dans une situation critique : les Italiens ont débarqué à Tripoli et à Bengazi, tandis que les Etats balkaniques leur déclarent la guerre. Pris entre deux feux, ils ne peuvent résister sur tous les fronts en même temps. Ils cèdent à l'Italie pour faire face à la Serbie, au Montenegro, à la Grèce et à la Bulgarie. Mais de ce côté-là aussi leur échec est cuisant. Après le traité de paix, signé à Bucarest en mai 1913, il ne reste plus grand chose de l'immense Empire ottoman. Que la Syrie, la

Palestine, et surtout l'Arménie recouvrent maintenant leur indépendance, et la Sublime Porte à son tour ne sera plus qu'un souvenir.

On comprend pourquoi les Jeunes Turcs voient éclater la première guerre mondiale avec un soupir de soulagement. Enfin, les grandes puissances vont avoir autre chose à faire qu'à s'occuper d'eux. Ils sont désormais trois à se partager le pouvoir : Enver, Talaat et Djemal. Le premier est ministre de la Guerre, le second de l'Intérieur, le dernier de la Marine. Tous trois sont ultra-nationalistes et n'ont qu'une seule ambition : sauver ce qui reste de la Turquie.

Toutefois, si le conflit qui vient d'éclater les satisfait dans une large mesure, il leur pose aussi un problème : vont-ils rester neutres ou prendre parti ? Ils penchent d'abord pour la neutralité, mais bientôt, persuadés que c'est l'Allemagne qui gagnera la guerre, ils se laissent fléchir par le baron Wangenheim, l'habile ambassadeur du Kaiser, et finalement, en octobre 1914, entrent en guerre aux côtés de l'Allemagne.

Leur participation au conflit ne va pas être éclatante. Ils se contentent d'envoyer leurs bateaux bombarder les ports russes de la mer Noire, et surtout de permettre à ceux de l'Allemagne de naviguer dans les eaux turques. Mais, leur but n'est pas de faire des prouesses militaires, il est seulement de profiter du répit que leur laissent les Puissances pour mettre un peu d'ordre chez eux. Djemal le dira lui-même : « Notre seul espoir était de nous libérer, à la faveur de la guerre mondiale, de toutes les conventions qui représentaient autant d'atteintes à notre indépendance. »

Et les Arméniens pendant ce temps-là ? On peut dire que depuis l'arrivée des Jeunes Turcs au pouvoir, ils leur sont restés fidèles et qu'ils les ont toujours soutenus loyalement. Et pourtant, le Comité, composé pour 95 % de Turcs, n'a jamais fait appel à aucun d'eux. Le seul avantage que les Arméniens, comme les autres chrétiens, aient tiré de la révolution, c'est un nouveau statut qui les a réunis aux musulmans comme d'identiques sujets du sultan (et depuis 1910, ils sont soumis, comme eux et avec eux, au service militaire). Mais c'est à peu près tout, en profondeur rien n'a vraiment changé, les vieux antagonismes de race et de religion n'ont pas disparu.

Vis-à-vis des Arméniens, la position des Jeunes Turcs est beaucoup plus ambiguë, du moins en apparence. Un temps, très court, celui de la révolution, ils ont noué avec eux de bonnes rela-

tions, une camaraderie de combattants. Mais celle-ci va bientôt disparaître pour faire place à une sorte de haine, par certains côtés inexplicable. Ou seulement explicable si on l'éclaire par le fanatisme, et surtout par l'idée de race, de race abhorrée, et si l'on se souvient de ce mélange de haine et de mépris que les nazis ont eu pour les Juifs et les Polonais.

D'autre part, à cette haine est bientôt venue se mêler la colère et le ressentiment. Sous prétexte de vouloir voler au secours de leurs frères chré-

Les projets sanguinolents du Sultan rouge

tiens, l'Occident ne cesse, depuis cinquante ans, de rogner, de déchirer, de se partager les dépouilles de l'ancien Empire ottoman. Et cela ne lui suffit pas, il veut en plus, le régenter, intervenir dans sa politique, lui donner des conseils, lui taper sur les doigts lorsqu'il ne les suit pas. Pour tous ces Jeunes Turcs, sorte de génération perdue, l'idée même de peuple arménien est devenue synonyme de défaite, d'humiliation, et même de mort, car elle traîne après elle le spectre du partage et de la disparition de la Turquie.

Il est certain que l'idée d'en finir une fois pour toutes avec la question arménienne n'était pas nouvelle. Depuis plus d'un siècle c'était le rêve de tous les sultans. Mais aucun n'avait osé penser qu'il soit réalisable, sauf Abd-ul-Hamid peut-être. Les massacres de 1895, ordonnés par lui, et qui firent plus de 200 000 victimes, ont souvent été considérés comme la répétition générale d'un futur génocide. Il est probable que le « Sultan rouge » aurait bien aimé recommencer, et cette fois aller jusqu'au bout, mais il ne le put pas, les temps n'étaient pas mûrs, les Puissances, malgré leur lâcheté ou leur indifférence, n'auraient pas osé le laisser faire. Mais, en vingt ans, beaucoup de choses avaient

changé. Le cynisme et l'égoïsme régnaient sur toute la politique internationale, et bientôt de nouvelles idéologies ne craindraient pas d'employer n'importe quel moyen pour parvenir à leur fin. Lentement, mais sûrement, l'idée de génocide avait fait son chemin. Aussi, on est à peine surpris de lire dans les *Mémoires* de Morgenthau, cette confidence de l'attaché naval allemand à Constantinople, un certain Humann, qui a déjà un accent nazi : « J'ai passé en Turquie la majeure partie de mon existence et je connais cette race (les Arméniens). Je sais également qu'elle ne peut vivre dans le même pays que la race turque, il faut qu'une des deux disparaisse. En vérité, je ne blâme pas les procédés employés par les Turcs, lesquels, à mon avis, sont parfaitement justifiés. La nation la plus faible doit succomber. » Si un officier du Kaiser, issu probablement de la bonne bourgeoisie d'outre-Rhin, et sorti tout droit des meilleures écoles, parlait ainsi, on doit moins s'étonner que les anciens officiers d'Abd-ul-Hamid aient pensé la même chose.

Toutefois, l'extermination d'une population de plus de deux millions de personnes demande une certaine préparation, sinon quelque pratique. Or, comme on va le voir, nos Jeunes Turcs avaient acquis cette dernière très peu de temps après leur arrivée au pouvoir, et d'une façon plutôt originale.

Constantinople était alors célèbre, entre autres choses pour ses chiens. D'une race indéterminée, ils tenaient, disait-on, à la fois « du chien d'Occident, du loup et du chacal ». Ils étaient très nombreux, environ une centaine de mille, vivant en bandes, dont chacune possédait un territoire bien délimité, sur lequel elle régnait sans partage. Cette population canine se nourrissait comme elle pouvait, de ce qu'elle trouvait dans le ruisseau, volait sur les marchés ou dans les maisons, ou recevait de quelques bonnes âmes. Imbus de modernisme, et surtout désireux d'effacer toutes les traces d'archaïsme, les Jeunes Turcs décidèrent d'éliminer tous les chiens de la ville. La décanisation commença aussitôt. On s'empara d'abord des chiots, qu'on enferma dans des sacs et qu'on alla noyer en pleine mer. Ensuite, on s'occupa des chiens. Pendant quinze jours, soldats et policiers leur firent la chasse, bloquant des quartiers entiers. Une fois capturés et rassemblés, on les déporta sur un flots rocheux de la mer de Marmara où on les abandonna à leur sort.

Cette décanisation aussi rapide que réussie

donna-t-elle aux Jeunes Turcs l'idée de procéder de même avec les Arméniens ? C'est possible. En tous cas c'est ainsi que cela se passa. Bien entendu, comme il y avait beaucoup plus d'Arméniens que de chiens, cette extermination-là dura beaucoup plus longtemps.

Pour mener à bien une entreprise de cette importance, il était nécessaire de prendre des précautions, d'agir avec ruse et rapidité pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de riposter.

On se souvient que depuis 1910, si les Arméniens n'étaient pas tout à fait considérés comme des citoyens à part entière, ils n'en avaient pas moins le droit de faire leur service militaire. Or, on ne l'a pas oublié non plus, la Turquie était en état de guerre. Tous les Arméniens valides étaient donc sous les armes. Quand on veut supprimer quelqu'un, il est plus prudent, au préalable, de le désarmer. C'est ce que firent les Jeunes Turcs. Au début de 1915, le gouvernement fit paraître un décret donnant l'ordre de retirer tous les soldats arméniens des troupes armées pour les verser dans les corps auxiliaires. Comme la conscription était étendue aux hommes de seize à

Dans la nuit du 24 avril: le signal du massacre

soixante-dix ans, c'était donc la quasi-totalité des Arméniens valides qui se trouvaient maintenant aux mains de l'armée turque.

Une fois cette précaution prise, les Jeunes Turcs donnèrent le signal du massacre, à Constantinople même. Dans la nuit du 24 avril, toutes les personnalités arméniennes de la ville, entre deux cents et trois cents personnes, furent arrêtées. D'abord jetées en prison, elles furent déportées, quelques jours plus tard, sur des îles aussi hospitalières que celles qui avaient déjà servi à la décanisation.

Aussitôt après, l'Armée reçut carte blanche pour

se débarrasser de tous les Arméniens qui étaient dans ses rangs. Sans perdre de temps, elle les passa par les armes purement et simplement.

Il ne restait plus maintenant que les femmes, les enfants, les vieillards et les invalides, soit les deux tiers environ du peuple arménien. Cette fois, on préféra la déportation au massacre sur place. L'opération se déroula en trois temps : d'abord en Cilicie, en avril et mai, puis en Anatolie orientale, en juin, enfin, en Anatolie occidentale à partir d'août. Officiellement, il s'agissait seulement de « déplacer les éléments suspects de la population arménienne des zones de guerre ». Pourquoi « suspects » ? Eh bien, pour la simple raison que la Turquie était en guerre contre la Russie, et que tous les Arméniens étaient soupçonnés depuis longtemps d'avoir trop de sympathie pour cette dernière. Cela était loin d'être exact, mais cette fiction permettait au gouvernement turc d'expliquer ces énormes, et forcément voyants, déplacements de population par « la nécessité primordiale d'assurer la tranquillité intérieure et la défense extérieure du pays en éloignant les Arméniens des endroits où leur présence était considérée comme nuisible ». Voilà pourquoi, il fallait les transférer « dans des localités plus sûres et hors de l'influence étrangère ».

Voyons maintenant de quelle façon avaient lieu ces « transferts ». Généralement, c'était la police qui s'en chargeait, en se faisant au besoin aider par l'armée, mais rarement. Arrivant à l'improviste dans un village, elle annonçait aussitôt qu'elle avait reçu l'ordre de la faire évacuer dans les plus brefs délais. Ensuite, pour faciliter les choses, elle essayait de tranquilliser la population en lui disant qu'il s'agissait de quelque chose de provisoire, et que pour cette raison, il était inutile d'emporter ses affaires. Parfois aussi, elle n'utilisait même pas ce genre de ménagement et donnait l'ordre d'un départ immédiat. On raconte, par exemple, qu'à Gueben, les femmes furent convoquées au moment où elles faisaient leurs lessives, et qu'elles durent se mettre en route pieds nus.

Quelquefois aussi, comme à Samsun ou à Mouch, le massacre eut lieu sur place. Après le départ des Arméniens, les villages étaient incendiés après avoir été pillés, ou bien ils étaient occupés par les Kurdes.

Quant au voyage et au sort réservés à ces malheureux, il suffit pour s'en faire une idée de feuilleter le « Livre bleu du gouvernement britannique » et d'y lire le récit des témoins :

« Le 1^{er} juin, 3 000 personnes (pour la plupart des femmes, des jeunes filles et des enfants) quittèrent H., accompagnées de soixante-dix agents de police et d'un Turc influent, un certain K. Bey. Le jour suivant, ils arrivèrent sains et saufs à AL. Là, K. Bey se fit remettre par eux quatre cents livres, « afin de les garder en sûreté jusqu'à leur arrivée à Malatya » et promit de les accompagner jusqu'à Ourfa pour les protéger ; mais le jour même il s'enfuit emportant l'argent.

» Le troisième jour, le convoi des exilés arriva à AM. où les Arabes et les Kurdes commencèrent les enlèvements des femmes et des jeunes filles, qui se continuèrent jusqu'à leur arrivée à la première station de chemin de fer à Ras-ul-Aïn, sur la ligne de Bagdad. Les gendarmes qui leur avaient été donnés pour leur protection incitèrent les tribus à demi-sauvages des montagnes à les attaquer pour les voler, les tuer ou violer leurs femmes et les enlever ; et maintes fois eux-mêmes violèrent les femmes sans s'en cacher.

» ...Le cinquante-deuxième jour, ils arrivèrent à un autre village, où les Kurdes les dépouillèrent de tout ce qu'ils avaient, même de leurs chemises et caleçons, de sorte que pendant cinq jours ils continuèrent leur marche complètement nus sous un soleil ardent. Les cinq jours suivant on ne leur donna pas un morceau de pain, ni même une goutte d'eau.

» ...Lorsqu'au soixantième jour, ils arrivèrent à Alep il ne restait que 35 femmes et enfants sur les 3 000 exilés partis de H. »

En octobre, ce sont 300 000 déportés qui sont envoyés encore plus au sud, à Rakka et à Deir-es-Zor, dans le Hauran. Mais quelques semaines après leur arrivée, ils sont réexpédiés vers Mossul, où ils n'arriveront jamais. En chemin, entre l'Euphrate et le fleuve Chabur, ils ont été égorgés par des hordes de Tcherkesses.

On ne peut faire disparaître plusieurs centaines de milliers de personnes en quelques semaines sans que cela finisse par se savoir. Certes, le gouvernement turc avait pris toutes les précautions. Sous le prétexte que le pays était en état de guerre, ils avait instauré une censure draconienne. Mais ce n'était pas suffisant. Des Arméniens, échappés de la tuerie et réfugiés à l'étranger, avaient parlé, ainsi que certains résidents et correspondants étrangers, spectateurs horrifiés du drame.

Enfin, les ambassades, qui avaient leurs propres sources de renseignement, avaient, elles aussi,

fait leur rapport. Dès le 24 mai, les Puissances alliées avaient protesté : « Depuis environ un mois, les populations turque et kurde de l'Arménie commettent, avec la tolérance et souvent avec l'appui des autorités ottomanes, des massacres parmi les Arméniens. De tels massacres ont eu lieu vers le milieu d'avril à Erzerum, Terdjan, Eghin, Bitlis, Mouch, Samsun, Zeitoun et dans toute la Cilicie. Les habitants d'environ cent villages des environs de Van ont été tous tués et le quartier arménien de Van a été assiégé

dans le conflit, tentèrent eux aussi d'intervenir. L'ambassadeur américain H. Morgenthau rapporte dans ses *Mémoires* la conversation qu'il eut alors avec le ministre turc de l'Intérieur, Talaat :

« *Talaat* : D'ailleurs pourquoi vous intéressez-vous aux Arméniens ? Vous êtes juif et ces gens sont chrétiens. Les mahométans et les juifs s'entendent on ne peut mieux. Vous êtes bien considéré ici. De quoi vous plaignez-vous ? Pourquoi ne pas nous laisser faire de ces chrétiens ce que

Pour le ministre turc le seul moyen de protéger l'avenir de son pays: la déportation

par des Kurdes. En même temps, le Gouvernement ottoman a sévi contre la population arménienne sans défense de Constantinople. En face de ce nouveau crime de la Turquie contre l'humanité et la civilisation, les Gouvernements alliés portent publiquement à la connaissance de la Sublime Porte qu'ils en tiendront personnellement responsables tous les membres du Gouvernement turc, ainsi que ceux des fonctionnaires qui auront participé à ces massacres ». Bien entendu, ces protestations ne pouvaient être que verbales et elles furent sans effet. De son côté, l'Allemagne n'était pas la moins embarrassée des puissances occidentales. La mauvaise réputation de son alliée risquait à la longue de ternir son propre prestige, car on pouvait l'accuser de complicité. Aussi, Berlin demanda-t-il à son ambassadeur d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement turc.

Mais l'intervention allemande fut, elle aussi, sans effet, et l'ambassadeur rendait compte de sa mission à son ministre en écrivant : « J'ai tenu un langage extrêmement ferme. Il ne sert à rien de protester et les promesses turques de ne pas entreprendre de nouvelles déportations sont sans valeurs ».

Les Etats-Unis, qui n'étaient pas encore entrés

nous voulons ?... Les Arméniens ont refusé de poser les armes quand on les en a priés ; ils nous ont résisté à Van et à Zeitoun, ce sont les alliés des Russes. Il n'y a pour nous qu'un seul moyen de nous protéger à l'avenir, c'est précisément la déportation.

Morgenthau : Supposez même que quelques Arméniens vous aient trahi, ce n'est pas une raison pour anéantir la race tout entière et faire souffrir des femmes et des enfants.

Talaat : C'est inévitable... Ce n'est pas la peine d'argumenter, nous avons déjà liquidé la situation des trois quarts des Arméniens ; il n'y en a plus à Bitlis, ni à Van, ni à Erzerum. La haine entre les deux races est si intense qu'il nous faut en finir avec eux, sinon nous devons craindre leur vengeance. »

Voilà un ministre de l'Intérieur qui ne manquait pas de franchise. Il n'avait pourtant pas fini d'étonner l'Américain : « Un jour, raconte celui-ci, il me demanda la chose la plus étonnante du monde. La *New York Life Insurance Company* et l'*Equitable Life of New York* avaient depuis des années fait des affaires considérables avec les Arméniens. L'habitude d'assurer leur vie n'était qu'une autre preuve de leur prospérité. « Je voudrais — dit Talaat — que vous me

fassiez avoir par les Compagnies américaines d'assurances sur la vie une liste complète de leurs clients arméniens, car ils sont presque tous morts maintenant, sans laisser d'héritiers ; leur argent revient par conséquent au gouvernement, c'est lui qui doit en bénéficier. Voulez-vous me rendre ce service ».

Toutefois, bien que les trois quarts des Arméniens aient été tués, les Jeunes Turcs n'étaient pas encore satisfaits. Non seulement la nation arménienne devait disparaître en tant qu'ethnie, mais il fallait encore détruire sa culture. En août 1916, parut un décret qui ordonnait unilatéralement la suppression de tous les liens entre le catholicos d'Etchmiadzine et ses coreligionnaires établis en Turquie. En agissant ainsi, le gouver-

Après le massacre, la confiscation des biens

nement turc violait l'article 62 du traité de Berlin sur la liberté du culte, mais il n'en était plus à une transgression près. L'ambassadeur d'Allemagne pouvait alors résumer ainsi la situation : « La nouvelle loi parachève les mesures du gouvernement destinées à détruire les Arméniens ottomans en tant que nation vivante. Après la déportation en masse, le massacre des hommes, l'islamisation forcée des survivants et des enfants, il y a eu la confiscation des biens et maintenant la dislocation de la communauté politique. »

Et pourtant, aussi surprenant que cela puisse paraître les Arméniens, du moins ce qu'il en restait, n'étaient pas encore au bout de leur peine. Ils crurent un moment être sauvés, et cette croyance n'avait rien d'exorbitant. Les Alliés avaient finalement gagné la guerre, et les Jeunes Turcs, pour avoir misé sur le mauvais cheval, étaient chassés du pouvoir. D'autre part, à l'Est, la Révolution russe faisait naître un immense espoir. Mais les Arméniens durent vite déchanter. Après leur avoir refusé de participer

officiellement aux travaux de Versailles, on leur ferma la porte de la Société des Nations. Cependant, ils se reprirent à espérer, en janvier 1920, lorsque l'Arménie fut reconnue *de facto* par le conseil suprême de la Conférence de la paix, et qu'on l'autorisa à participer aux travaux préparatoires du traité qui devait régler le sort de la Turquie. Ce traité, signé à Sèvres, en août 1920, semblait annoncer la fin des malheurs de l'Arménie, reconnue *de jure* par tous les signataires, y compris la Turquie, « comme un Etat libre et indépendant », 85 000 km² et un accès à la mer Noire.

Mais l'Etat arménien n'exista jamais que sur le papier. Le Sénat américain refusa de ratifier le traité de Sèvres signé par le président Wilson. Quant au nouveau maître de la Turquie, Mustafa Kemal, le futur « Atatürk », il avait lancé ses troupes contre la République d'Arménie avant même la signature du traité de Sèvres. En novembre, il occupait Alexandropole et obligeait les Arméniens à signer un traité qui annulait celui de Sèvres. Le même jour, le 2 décembre, les Soviétiques entraient en Arménie, et imposaient la participation de leurs représentants au gouvernement. L'Arménie devint aussitôt République soviétique.

Tous ces événements que la force armée avaient imposés furent entérinés à Moscou en mars 1921 par un traité dont le préambule disait ceci : « Le Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie et la République fédérative et socialiste des Soviets russes reconnaissant d'un accord le principe de la liberté des Nations et le droit de chacune d'elles de disposer librement de son sort et prenant, en outre, en considération la lutte commune entreprise contre l'invasion de l'impérialisme et prévoyant que les difficultés suscitées à l'un rendraient la situation de l'autre critique, ont décidé la conclusion d'une convention en vue d'assurer des relations amicales et fraternelles entre les deux pays. »

Il devait appartenir aux représentants de la République d'Arménie, réfugiés à Paris, de tirer les conclusions de la malheureuse odyssée de leur peuple : « La grande Arménie, l'Arménie tout simplement, n'est pas ressuscitée : les provinces qui étaient russes le sont restées, les provinces qui étaient turques ont disparu. C'est tout. »

Aujourd'hui, soixante ans après, rien n'a changé. L'Arménie n'est toujours pas ressuscitée.

DIDIER GOULARD

miroir
DE L'HISTOIRE

N° 289

5 F

LA VRAIE

MORT D'ONASSIS

**LES DERNIERS
AMANTS
DE POMPÉI**

**LE MASSACRE
DES
ARMÉNIENS**

**DANS
LE CERCUEIL
D'ACIER**

**LA STAR
DECAPITÉE**

